Napoléon et les manuels d'histoire [Renée Deburat]

Autor(en): **Aguet, Jean-Pierre**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **7 (1957)**

Heft 4

PDF erstellt am: **09.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

1955, S. 492—494) oder W. Plöchl (Österr. Archiv f. Kirchenrecht VI. Jg., Wien 1955, S. 315f.), wie nicht minder die glänzende akademische Karriere, die den jungen Schweizer Gelehrten nach kurzer Dozentenzeit von seiner Heimatuniversität Bern über eine Vertretung in Tübingen und unter Ausschlagung einer ehrenden Würzburger Berufung an die deutschrechtliche Lehrkanzel der Universität Münster i. W. führte, zeigen, wie sehr Gmürs Werk auch vonseiten der rechtshistorischen Fachwissenschaft Anerkennung fand. Nicht weniger bildet das Buch einen sehr dankenswerten Beitrag zur bernischen wie zur schweizerischen Geschichte überhaupt und verdient zudem auch die Beachtung der Wirtschaftshistoriker. Ist doch der Zehnt im ganzen Abendland durch mehr als ein ganzes Jahrtausend die bedeutendste wie verbreitetste Abgabe gewesen, die vom landwirtschaftlich genutzten Boden zu entrichten war.

Nach einleitender Übersicht über die Feudalabgaben im alten Bern um 1798 und Ausführungen über den Ursprung der Zehntpflicht behandelt Gmür in drei Hauptteilen «Die Zehntherren», «Inhalt, Ausübung und Schranken des Zehntrechts» wie «Zehntprozesse», denen ein besonders instruktiver Schlußteil über «Die Aufhebung der Zehntpflicht (1798—1846)» folgt. Sehr begrüßenswerte Schlagworte am Rande der einzelnen Seiten wie ein verläßliches Register erleichtern die Orientierung, während ein reichhaltiger und für ein solches Werk auch unbedingt notwendiger Anmerkungsapparat zahllose Quellenbelege und wichtige Auseinandersetzungen mit dem Fachschrifttum bringt. Gmürs vorbildliches Werk kann zur Erforschung der Zehntverhältnisse in anderen Territorien reiche Anregungen bieten. Möchten sie doch recht bald voll ausgeschöpft werden!

Innsbruck *Nikolaus Graß*

Renée Deburat, *Napoléon et les manuels d'histoire.* Paris, Ed. André et Lavaud, 1956. In-8°, 330 p., planches, facs-similés.

De ce livre, le titre était prometteur. Si l'on sait l'effort tenté de nos jours, en particulier sous l'égide de l'UNESCO, pour améliorer les manuels d'histoire, jugés, avec raison dans bien des cas, comme des instruments d'une propagande insidieuse, comme des obstacles à la compréhension internationale, on pouvait légitimement s'attendre à ce que Mme Deburat apportât une contribution importante à cette œuvre ardue, et cela sur un point particulièrement intéressant. Disons tout de suite que le contenu de l'ouvrage ne tient nullement les promesses du titre. On pouvait s'attendre à une mise au point répondant au «cri d'alarme» de Fustel de Coulange: «Nos plus cruels ennemis n'ont pas besoin d'inventer les calomnies et les injures... leurs historiens les plus hostiles n'ont qu'à traduire les nôtres.» En réalité, il en va tout autrement: on assiste à une entreprise de réhabilitation de la personne et de l'œuvre de Napoléon qui ne mérite guère la qua-

lité d'historique et qui est discutable, à quelques passages près, de bout en bout.

Il vaut à ce propos la peine de relever quelques-uns des défauts marquants, défauts qui sont symptômatiques d'une attitude d'esprit qui ne paraît devoir attirer que la critique. Questions de forme tout d'abord. Le livre groupe, dans de nombreux chapitres, des citations qui se veulent probantes: le résultat est cependant douteux, parce que les références sont la plupart du temps inutilisables. Où retrouver, chez quel éditeur, les manuels cités, les ouvrages employés? En outre, des accumulations d'exemples particuliers, de citations brutes — sans références précises — n'ont jamais constitué des synthèses, mais simplement, avec des conclusions comme celles de ce livre, des généralisations trop souvent abusives. Du point de vue des sources utilisées, il est difficile de reconnaître un pouvoir probatoire à des travaux de gens qu'on ose à peine appeler historiens, comme Emil Ludwig, Paul Reynaud, Henri Bordeaux, d'historiens que feu Lucien Febvre appelait si justement «historisants», comme Jacques Bainville, Pierre Gaxotte, d'historiens dont les recherches sont trop anciennes pour n'être pas dépassées sur plus d'un point, tels Driault, Henry Houssaye et même Albert Sorel, dont il faut reconnaître cependant la valeur encore considérable, d'historiens enfin dont, de notoriété publique, la sympathie pour Napoléon est trop évidente pour que l'on ne considère pas leurs œuvres d'un point de vue critique, comme Louis Madelin, exploité abondamment, trop abondamment même au point de devenir source unique sur certains points. Si on laisse les ouvrages de «seconde main», on trouve une argumentation fondée sur des sources trop souvent douteuses ou à tout le moins criticables, tels les *Mémoires* du baron de Marbot ou le *Mémorial* de Las Cases. Au total, un auteur qui veut nous montrer non seulement comment on a écrit l'histoire, mais par surcroit comment on doit écrire l'histoire, ne respecte pas les règles du jeu: il néglige, pour ne pas dire ignore, les plus utiles des travaux récents; il «éreinte» les rares dont il fait état — comme le *Napoléon* de Georges Lefèbre — sur des points de détails et, semble-t-il, plus en fonction des opinions politiques de l'auteur que de sa contribution historique à la reconstruction napoléonienne. C'est qu'en effet l'œuvre de Mme Deburat ne répond nullement aux critères traditionnels de la recherche historique, à un souci d'objectivité scientifique, mais participe beaucoup plus d'une entreprise qu'on ne peut que qualifier de «prestige national»; faire de Napoléon à l'inverse des manuels qui n'en font qu'un conquérant sanguinaire, un Français qui a fait la guerre contre son gré, faire de l'Empereur un pacificateur, conforme au génie de la nation française, dont l'œuvre est trop méconnue, voilà l'objectif. Veut-on des indices de ce remplacement de clichés historiques, d'ailleurs mal dénoncés, par d'autres clichés historiques, à la vie non moins dure? L'aventure napoléonienne, tout cela, par exemple, c'est la faute aux Anglais, acharnés à «amoindrir» depuis la guerre d'Amérique — par le traité de commerce de 1786, par les guerres révolutionnaires, par la rupture de la paix

d'Amiens — tout ce qui porte le nom de français, ce qui ne tient pas à un examen un tant soit peu approfondi. D'ailleurs, Napoléon a eu des «idées prophétiques» quant à la construction d'une Europe nouvelle; on oublie — tout soucieux de prôner l'idée européenne en 1956 — qu'il devait largement s'agir d'une Europe où l'initiative revenait à un impérialisme français dont les caractères autoritaires et dominateurs sont difficilement niables. Faire de Napoléon et des Français des «bons Latins» est tout simplement ridicule... Et l'on pourrait allonger la liste.

Enfin, sur le fond même de la question, comment l'auteur ne s'est-il pas rendu compte, que quel que soit l'état des recherches historiques et de l'exploitation des sources, Napoléon — et il partage ce privilège avec ceux qui furent au premier plan de l'histoire au cours des âges — sera toujours une personne discutable et discutée, tant dans ses œuvres que pour lui-même: il y a presque là une constatation banale. Un homme de cette envergure, fût-il un génie ou non, défie toute explication définitive. Le réhabiliter à ce train là, n'est-ce pas remplacer une légende défavorable par une légende optimiste, alors que l'histoire napoléonienne a ses points noirs conjointement à des aspects heureux. C'est assez dire l'échec de ce livre: il n'y a jamais gaîté de cœur dans pareille critique. L'ouvrage n'est pas historique et il nous paraît aussi susceptible de fixer dans l'erreur que les propres manuels qu'il prétend dénoncer dans leur nocivité. Le travail reste donc à faire...

Lausanne *Jean-Pierre Aguet*

GIUSEPPE BERTI, *Russia e stati italiani nel Risorgimento*. Torino, Einaudi, 1957. 1 vol. in-8°, 874 p. (Biblioteca di cultura storica, 55.)

Fruit d'années de recherches et d'études, l'ouvrage de M. Giuseppe Berti — l'une des personnalités marxistes les plus intéressantes de la culture italienne de cet après-guerre — présente la reconstitution d'ensemble la plus précise et la plus complète dont on dispose actuellement sur les rapports entre les différents Etats de l'Italie (Sardaigne, Naples et Etats de l'Eglise surtout) et la Russie entre 1760 et 1860, autrement dit pendant la période de formation de l'Etat italien.

L'auteur a non seulement su tirer le plus grand parti de la vaste littérature historique qui existe sur son sujet, mais il a mené des recherches d'archives amples, personnelles, et à bien des égards heureuses, en Italie et à l'étranger, réussissant même à se procurer quelques documents des archives soviétiques. Grâce à ces recherches, certains épisodes peu clairs ou tout à fait inconnus jusqu'à ce jour — tels le rôle des milieux «illuministes» (Grimm, Galiani, etc.) dans l'établissement des premiers contacts diplomatiques réguliers entre la Russie et les états italiens, ou le mystérieux voyage, interrompu à Dresde, de Charles-Albert en Russie en 1818 —, sont portés à la connaissance des chercheurs de manière précise et complète.